

8 MARS : journée internationale de luttes pour les droits des femmes

Face aux attaques du gouvernement, des droites et extrêmes droites, partout les femmes résistent !

Attac Savoie s'associe aux actions menées un peu partout en France, et appelle à rejoindre le **rassemblement le 8 mars à 17 h 30 Place de Genève à Chambéry.**

L'association se fait le relai de la tribune dont vous trouverez ci-dessous quelques extraits

<https://www.gregefeministe.fr/8-mars-2024/>

« Nous appelons à la grève du travail, des tâches domestiques, de la consommation. Parce que seules nos voix, nos cris, nos actions visibles pourront faire bouger la société et le pouvoir pour enfin obtenir l'égalité

Solidarité avec les femmes du monde entier !

Le 8 mars, nous serons en grève en solidarité avec nos sœurs confrontées aux guerres qui sévissent dans le monde.

En solidarité avec celles qui font face à des bombardements massifs, à l'exode, sont victimes de viols de guerre, peinent à nourrir leur famille et elles-mêmes.

En solidarité avec toutes celles qui se défendent farouchement pour recouvrer leur liberté et leurs droits.

(...)Nous réclamons l'abrogation de la loi immigration et la régularisation de tou·te·s les sans-papiers.

(...)Nous demandons la hausse des salaires, la revalorisation des minimas sociaux, la construction massive de logements sociaux.

(...)Nous réclamons l'abrogation de la réforme Macron des retraites, des lois qui pénalisent les chômeurs-euses et les bénéficiaires du RSA. Nous réclamons la revalorisation des métiers féminisés (éducation, soin, nettoyage...), l'égalité salariale, l'interdiction du temps partiel imposé, la transformation des CDD en CDI. Nous voulons la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités.

(...)Nous voulons des services publics de qualité et réclamons la création de services publics de la petite enfance et de la perte d'autonomie.

(...)Nous voulons du temps pour vivre, un partage égal des tâches, une réduction du temps de travail pour toutes et tous.

(...)Nous réclamons la réouverture de tous les centres d'interruption volontaires de grossesse fermés. Nous voulons inscrire dans la Constitution le droit à l'avortement de façon réellement protectrice. »